

(N° 195)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 MARS 1923.

Projet de loi déterminant l'état et la position des officiers de réserve et assimilés ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. RICHARD.

MESSIEURS,

Le projet de loi soumis à l'examen de la Chambre détermine, en les mettant en concordance avec le projet de loi de milice et en les adaptant aux nécessités que créera l'organisation nouvelle de l'armée, l'état et la position des officiers de réserve et des assimilés.

Parmi ces nécessités apparaît au premier plan celle de créer un cadre d'officiers de réserve nombreux et instruit ; c'est faute d'un statut bien adapté aux nécessités de l'organisation de l'armée, que la mobilisation de 1914 s'est faite, en matière d'encadrement, dans des conditions d'infériorité dont tous ceux qui ont assisté aux premiers engagements ont gardé un angoissant souvenir.

De là, l'importance des mesures législatives qui apparaissent sous la forme du statut des officiers de réserve qui sera l'objet de nos délibérations.

(1) Exposé général, n° 448 de 1921-1922.

Projet de loi, n° 148 de 1921-1922.

Amendements, n° 140 de 1922-1923.

(2) Composition de la *Commission spéciale* :

1. Les membres de la *Commission permanente de la Défense nationale* : MM. PIRMEZ, président ; BERLOZ, BUYL, vice-présidents ; ERNEST, PIERCO, VAN HOECK, secrétaires ; BOYESSE, BRIFAUT, CRICK, DE BURLET, DE GÉRADON, DU BUS DE WARNAFFE, ECKELERS, FIEULLIEN, HOEN, HUYSHAUWER, MANSART, MARCK, MISSIAEN, RICHARD et VANDENEULE-BROUCKE.
2. Les membres désignés par les Sections : MM. BUYL, CRICK, DAVID, PECHER, DU BUS DE WARNAFFE, GOLLIER, MARCK, RICHARD et THEELEN.

Recrutement des officiers de réserve et assimilés.

L'armée compte actuellement 3,001 officiers de réserve, savoir :

5 officiers généraux;
117 officiers supérieurs;
2,878 officiers subalternes.

Le nombre total d'officiers de réserve que nécessitera l'encadrement des 25 classes de milice appelées à constituer l'armée sur le pied de guerre, sera, d'après des renseignements qu'a bien voulu nous fournir M. le Ministre de la Défense Nationale, approximativement de 15,000.

Les 1^{re} et 2^e armées, leur réserve d'alimentation ainsi que les troupes d'étapes, les troupes auxiliaires du génie, les unités de parc, etc., soit l'ensemble de l'armée de campagne (classes de 1 à 15), nécessitera un complément d'environ 9,000 officiers de réserve.

Ce nombre est indispensable pour encadrer les formations qui doivent être constituées au mouvement de la mobilisation.

Les officiers de réserve suivant le sort de leur classe de milice, les troupes territoriales (classes de 1916 à 1925), comprendront environ 6,000 officiers. Ce nombre peut paraître exagéré eu égard aux missions dévolues normalement aux troupes territoriales et au nombre d'unités qui pourraient être formées par ces troupes.

Mais le nombre de 6.000 est imposé à cause du passage normal des classes et parce qu'un officier de réserve ne peut être démissionné au moment de son passage dans les troupes territoriales sous prétexte qu'il y sera en surnombre.

M. le Ministre de la Défense Nationale estime que, dans ces conditions, le nombre d'officiers de réserve à recruter annuellement sera de

830 officiers pour les armes et les corps des transports,
70 officiers pour les services administratifs,
55 officiers pour le service de santé.

Cet énorme besoin en cadre d'officiers démontre combien la Chambre a fait œuvre opportune et utile en approuvant les dispositions de l'article 49 (ancien 52) de la loi de milice qui permettent au Ministre de la Défense Nationale, si le nombre des miliciens d'une classe qui sollicitent leur admission dans les cadres de sous-lieutenants de réserve est inférieur aux nécessités prévues par l'organisation de l'armée, de désigner d'office pour les écoles de sous-lieutenants de réserve, et ce, dans la limite des besoins, les jeunes gens réunissant certaines conditions d'études qu'il détermine.

Si le Sénat se rallie à ces dispositions légales, celles-ci auront pour conséquence de faire diriger éventuellement sur les centres d'instruction, les instituteurs et les porteurs du certificat homologué d'études moyennes supérieures tout comme les universitaires.

Notre vaillante et résistante jeunesse des écoles qui, faute d'une organisation préalable, n'avait pas pu être utilisée dès le début des hostilités, a montré sur l'Yser qu'elle est de l'étoffe dont on fait d'excellents conducteurs et entraîneurs d'hommes; les nombreux contingents de sous-lieutenants auxiliaires sortis des écoles de Gaillon et de Buyeux sont là pour l'attester.

Les générations actuelles ont une conception trop élevée de leurs devoirs envers la patrie, pour ne pas imiter leurs aînés, en acceptant librement le devoir d'aller chercher dans les écoles de sous-lieutenants de réserve, l'instruction professionnelle indispensable.

Et si, contre toute attente, il se trouvait parmi eux des jeunes gens qui chercheraient, par des moyens calculés, à se soustraire aux devoirs que crée, en l'occurrence, le privilège de l'instruction et de l'éducation, les mesures législatives actuelles pourraient éventuellement être complétées par celles préconisées par M. Vandervelde. (*Proposition de loi modifiant la loi sur la milice du 30 août 1913 et réduisant la durée du temps de service : Développements, p. 20*), savoir :

« 1° L'entérinement des diplômes universitaires pourra être subordonné à la condition que le récipiendaire ait réussi l'examen d'officier de réserve.

» 2° Les sursis d'études ne pourront être accordés qu'à la condition de prendre l'engagement de subir l'épreuve d'officier de réserve. »

Conditions imposées aux rengagés pour devenir officiers de réserve.

L'article 8 (nouveau) du projet de loi stipule que « le recrutement des officiers de réserve est déterminé par le Roi ».

C'est donc un arrêté royal qui fixera les conditions dans lesquelles les rengagés pourront être admis dans le cadre des officiers de réserve.

Sous le régime actuellement en vigueur, ils n'y peuvent avoir accès qu'en suivant les cours d'une école de sous-lieutenants de réserve.

Votre Commission estime avec M. le Ministre de la Défense Nationale qu'il y a intérêt à admettre parmi les sous-lieutenants de réserve un certain nombre de sous-officiers anciens et expérimentés dont l'instruction générale n'est pas suffisante pour leur permettre de suivre avec fruit les cours d'une école de sous-lieutenants de réserve.

Les rengagés très favorablement appréciés par leurs chefs pourraient donc devenir sous-lieutenants de réserve par deux voies :

1° En suivant pendant la dernière année de leur terme d'engagement les cours d'une école de sous-officiers de réserve, à condition d'être porteurs d'un certificat d'études moyennes complètes ou de réussir l'examen d'admission (épreuve de maturité) imposée aux miliciens.

2° Sans passer par une école de sous-lieutenants de réserve, à condition d'avoir accompli un certain nombre d'années de service effectif à la troupe (8 années par exemple) et de satisfaire à une épreuve pratique sur les connaissances professionnelles qui doivent être exigées d'un chef de peloton (ou section).

ART. 12. — La Commission ayant fait remarquer qu'il y avait lieu de modifier la rédaction du deuxième alinéa de l'article 12, de manière à ne pas voir limiter les nominations à faire en temps de guerre ou lorsque l'armée belge est mobilisée, a reçu de M. le Ministre la réponse suivante :

« J'estime que ce deuxième alinéa doit être maintenu tel quel, afin qu'il soit en concordance, quant à l'âge minimum de 19 ans qui y est fixé, avec la loi relative aux cadres actifs. Tel qu'il est rédigé, il fait déjà une concession aux candidats sous-lieutenants de réserve en ne stipulant pas que pour être nommé sous-lieutenant il faut avoir servi effectivement pendant deux ans dans le grade de sous-officier.

» Pour le surplus, l'expérience de la dernière guerre a prouvé que très peu de jeunes gens ont été nommés ou pu être nommés sous-lieutenants de réserve ou auxiliaires avant d'avoir atteint l'âge de 19 ans.

« Je propose néanmoins de compléter ce deuxième alinéa par « ou avoir suivi » pendant un an au moins les cours de l'École militaire ».

La Commission écarte le texte du Gouvernement en ce qui concerne l'École militaire et a amendé le deuxième alinéa de l'article 12; elle marque, de plus, son accord au sujet de l'amendement apporté au quatrième alinéa du même article.

Ingénieurs d'artillerie.

L'organisation des établissements d'artillerie comportant des services où ne sont pas exclusivement utilisés des civils, il est désirable que, même en temps de paix, les ingénieurs d'artillerie aient à l'égard des militaires qui se trouvent en service sous leurs ordres, les mêmes prérogatives que les officiers de l'armée.

En conséquence, les mots « éventuellement » et « en tout temps » (art. 10, premier alinéa) ont leur raison d'être, attendu que dans l'exercice de leurs fonctions, en temps de paix, les ingénieurs d'artillerie qui, actuellement n'ont pas qualité militaire et sont régis par un statut spécial, sont appelés à avoir des militaires sous leurs ordres.

Officiers de réserve spécialistes.

ART. 11. — La guerre a démontré la nécessité de recourir à un mode extraordinaire de recrutement d'officiers de réserve « spécialistes ».

Dans cet ordre d'idées, votre Commission a suggéré à M. le Ministre d'amender l'article 11 de manière à lui donner le caractère transitoire préconisé à l'avant-dernier alinéa de l'Exposé des motifs.

Comme suite à cette suggestion, la Commission se rallie au texte nouveau présenté par le Gouvernement.

Appels sous les armes.

La Commission ayant demandé quelle était le sens à attribuer au mot « nécessités » dont fait mention le 3^e alinéa de l'article 5, a reçu de M. le Ministre de

la Défense Nationale la réponse, qu'il faut attribuer au mot « nécessités » celui qui s'attache à « besoins ».

Elle estime avec M. le Ministre de la Défense Nationale que le texte de l'article 5 doit être maintenu.

Les 1° et 2° de cet article mentionnent les cas généraux et les plus fréquents de rappel sous les armes des officiers de réserve.

Il peut s'en présenter d'autres à la suite desquels on aura besoin d'une proportion plus grande d'officiers que d'hommes rappelés, ce qui imposera la nécessité de prélever ces officiers sur d'autres classes ou bien faire appel à certains officiers spécialistes. Le cas concret des événements actuels de la Ruhr a démontré cette nécessité à la suite du renforcement provisoire de la C. I. C. F. C. et de la C. I. N. C ; il aurait été préférable, dans ce cas, de faire appel à des officiers de réserve spécialistes.

*
* *

M. le Ministre, interrogé aux fins de savoir si la durée de six mois devait être considérée comme un maximum obligatoire, a répondu que la durée de l'ensemble des rappels prévus au 2° de l'article 5 et fixée à six mois doit être considérée comme un *minimum* (et non comme un maximum) obligatoire.

L'officier désireux de parfaire son instruction peut, sur sa demande, être autorisé à accomplir des périodes de rappel supplémentaires aux six mois obligatoires.

L'obligation se rapporte à un minimum de six mois, dans le but d'empêcher certains officiers de réserve de se désintéresser de leurs fonctions éventuelles, en ne se soumettant volontairement à aucun appel alors qu'ils bénéficieraient des avantages accordés en vertu de l'article 7.

Obligations militaires.

La Commission, ayant demandé à M. le Ministre quelle est la portée exacte qui doit être attribuée à la définition « en tout temps » (art. 6), en ce qui concerne les obligations qui incombent aux affaires de réserve et assimilés, a reçu la réponse suivante :

« La portée exacte qu'il faut attribuer à la définition « en tout temps » est que le Ministre de la Défense Nationale peut « à tout moment » prescrire le rappel des officiers de réserve en se conformant aux stipulations de l'article 5 et que, d'autre part, ces officiers ont à se conformer, pour ce qui les concerne, aux stipulations des règlements militaires. »

Les mots « en tout temps » semblant vouloir infirmer ce qui précède pourraient donner lieu à confusion; la Commission marque son accord avec M. le Ministre pour les voir supprimer.

Interrogé au sujet des obligations auxquelles doivent se soumettre les officiers de réserve qui désirent contracter mariage, M. le Ministre a bien voulu répondre ainsi qu'il suit :

« Les obligations auxquelles doivent se soumettre les officiers de réserve qui

désirent contracter mariage, sont les mêmes que celles qui sont imposées aux officiers des cadres actifs, sauf en ce qui concerne les versements à effectuer à la caisse des veuves et des orphelins des officiers de l'armée. »

La Commission estime :

1° Qu'il n'y a pas lieu d'appliquer aux officiers de réserve ou assimilés l'interdiction aux femmes d'officier de faire aucune espèce de commerce ou d'industrie, ou d'occuper une fonction ou un emploi lucratif, sauf autorisation de M. le Ministre de la Défense Nationale;

2° Que l'autorisation de contracter mariage peut leur être accordée par M. le Ministre de la Défense Nationale;

3° Que les dispositions relatives à la constitution du dossier militaire de mariage des officiers soit applicables aux officiers de réserve et assimilés.

Traitements, indemnités et avantages.

Art. 7, alinéa 1^{er}. — La Commission marque son accord avec M. le Ministre pour remplacer les mots « les émoluments » par « le traitement et les indemnités ».

Alinéa 2. — Ayant demandé à M. le Ministre de la Défense Nationale quelles étaient les intentions du Gouvernement en ce qui concerne la différence qui résultera entre les appointements d'un fonctionnaire de l'État rappelé sous les armes et le traitement prévu par son grade, il lui a été répondu que « la question relève des attributions de M. le Premier Ministre et fera l'objet d'une réponse ultérieure ».

* * *

Les indemnités prévues par le Département de la Défense Nationale comportent une indemnité de premier équipement (allouée une seule fois) et une indemnité par journée de présence sous les armes.

M. le Ministre a fait savoir à la Commission que ces indemnités seront déterminées par l'arrêté royal qui fera suite à la loi.

Quant aux avantages visés par le 3^e alinéa, ceux-ci consisteront notamment :

1° Réduction de 50 % sur les prix des tarifs fixés pour les transports par chemin de fer.

2° Admission, moyennant une indemnité, aux services médicaux et pharmaceutiques de l'armée.

3° Autorisation de se ravitailler aux divers magasins et établissements de l'armée.

* * *

La Commission a estimé qu'il y avait lieu de fusionner les articles 13 et 14.

M. le Ministre de la Défense Nationale s'est rallié à cette suggestion, en ajoutant qu'il conviendrait de compléter l'appellation « officiers de réserve » par les mots « de toutes catégories ».

* *

Interrogé au sujet des raisons qui justifient les restrictions en matière de soumission aux lois pénales, restrictions dont fait mention le premier alinéa de l'article 15, M. le Ministre a bien voulu répondre que ces restrictions sont justifiées par le fait que l'officier de réserve ou assimilé qui se trouve « en congé sans solde » doit être considéré comme entrant dans la catégorie des militaires qui se trouvent en congé illimité.

* *

Le Gouvernement s'est rallié à la suggestion de la Commission à l'effet de substituer à l'emprisonnement prévu à l'article 17, une amende dont le minimum serait fixé à 500 francs et le maximum à 2,000 francs.

* *

En conclusion, votre Commission vous propose, Messieurs, d'adopter le projet de loi qui nous est soumis avec les amendements ci-après libellés. (*Voir l'annexe.*)

Le Rapporteur,
G^{al} RICHARD.

Le Président,
MAURICE PIRMEZ.

(8)

(N^o 193)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 MAART 1923.

Wetsontwerp tot vaststelling van den staat en den stand der reserve-officieren en gelijkgestellten ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **RICHARD**.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, dat aan het onderzoek der Kamer is onderworpen, bepaalt den staat en den stand van de reserve-officieren en gelijkgestellten, mits dezelve aan te passen aan de noodwendigheden die uit de nieuwe legerinrichting zullen voortvloeien.

Onder die noodwendigheden, komt op de eerste plaats het tot stand brengen van een talrijk en onderwezen kader van reserve-officieren. Omdat een aan de noodwendigheden der legerinrichting goed aangepast statuut ontbrak, geschiedde de mobilisatie van 1914, wat de kaders betreft, op zulke gebrekkige wijze dat al degenen, die bij de eerste wapenfeiten aanwezig waren, er een angstige herinnering van bewaard hebben.

Dit is de reden van de belangrijke wetgevingsmaatregelen die, onder den vorm van het statuut der reserve-officieren, het voorwerp van onze behandelingen zullen uitmaken.

⁽¹⁾ Algemeene Toelichting, n^o 448 (1921-1922).

Wetsontwerp, n^o 148 (1921-1922).

Amendement, n^o 140 (1922-1923).

⁽²⁾ Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

a) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Landsverdediging* : de heeren.

PIRMEZ, voorzitter, BERLOZ, BUYL, ondervoorzitters, ERNEST, PIERCO, VAN HOECK, secretarissen, BOVESSE, BRIFAUT, CRICK, DE BURLET, DE GÉRADON, DU BUS DE WARNAFFE, ECKELERS, FIEULLIEN, HOEN, HUYSHAUWER, MANSART, MARCK, MISSIAEN, RICHARD en VANDENEULEBROUCKE.

b) De leden door de *Afdeelingen benoemd* : de heeren BUYL, CRICK, DAVID, PECHER, DU BUS DE WARNAFFE, GOLLIER, MARCK, RICHARD en THEELEN.

Werving van de reserve-officieren en gelijkgestelden.

Op dit oogenblik telt het leger 3,001 reserve-officieren, te weten :

5 generaal-officieren,
117 hogere officieren,
2,878 lagere officieren.

Het geheel aantal reserve-officieren noodig voor het kader der 25 militieklassen, die het leger op oorlogsvoet moeten vormen, zal, volgens de inlichtingen, welke de Minister van Landsverdediging ons heeft willen geven, nagenoeg uit vijftien duizend man bestaan.

Het 1^{ste} en het 2^{de} leger, hunne aanvullingsreserve, alsmede de etappen-troepen, de hulpstroepen der genie, de eenheden van het park, enz.; kortom, geheel het veldleger (klassen 1 tot 15), zal een aanvulling van ongeveer 9,000 reserve-officieren noodig hebben.

Dit aantal is onontbeerlijk om het kader te vormen van de formaties die, op het oogenblik der mobilisatie, moeten samengesteld worden.

Daar de reserve-officieren het lot van hunne militieklasse deelen, zullen de territoriale troepen (de klassen van 1916 tot 1925) over ongeveer 6,000 officieren beschikken. Dit getal mag overdreven schijven, ten aanzien van de taak die normaal aan de territoriale troepen wordt opgelegd en van het aantal eenheden die door deze troepen zouden kunnen gevormd worden.

Doch het getal 6,000 wordt opgelegd ter oorzaak van den gewonen overgang der klassen en omdat een reserve-officier niet kan ontslagen worden dan op het oogenblik dat hij tot de territoriale troepen overgaat onder voorwendsel dat hij er overtollig zal zijn.

De Minister van Landsverdediging is van gevoelen dat het jaarlijks aan te werven getal reserve-officieren, in deze omstandigheden, zal zijn.

830 officieren voor de wapens en de korpsen van vervoer,
70 officieren voor de bestuursdiensten,
55 officieren voor den gezondheidsdienst.

Die aanzienlijke behoefte van officierkaders toont hoe gepast en nuttig werk de Kamer heeft verricht met de bepalingen van artikel 49 (vroeger art. 52) van de militiewet aan te nemen. Daarom wordt de Minister van Landsverdediging gemachtigd, — bijaldien het aantal militieplichtigen eener klasse, welke hunne toelating in de kaders der reserve-onderluitenanten aanvragen, kleiner is dan vereischt wordt door de legerinrichting, — om de jongelieden, welke aan zekere door hem te bepalen studievereischen beantwoorden, ambtshalve aan te duiden voor de scholen van reserve-onderluitenanten, en dit in de mate van het noodzakelijke.

Zoo de Senaat die wetsbepalingen aanneemt, zullen deze voor gevolg hebben, dat de onderwijzers en zij die een gehomologeerd getuigschrift van hogere mid-

delbare studiën bezitten, zoowel als de hoogeschoolstudenten, eventueel naar de opleidingscentra zullen gezonden worden.

Onze dappere en taaie schooljeugd welke, bij gebreke van eene voorafgaande africhting, van af het begin der vijandelijkheden niet was kunnen benuttigd worden, heeft op den Yzer getoond dat in haar stof zit van uitmuntende leiders en afrieters van menschen. Daarvan getuigen de talrijke contingenten van hulp-onderluitnants welke gekomen zijn uit de scholen van Gaillon en van Buyeux.

De huidige geslachten hebben eene te verheven opvatting van hunne plichten jegens hun Vaderland, om bij hunne ouderen te willen achterstaan, en niet vrijelijk den plicht op zich te nemen, in de scholen voor reserve-onderluitnants, de onontbeerlijke vakopleiding te gaan zoeken.

En zoo, tegen alle verwachting in, er zich onder hen jongelieden bevonden welke, door beraamde middelen, zouden zoeken zich te onttrekken aan de plichten welke, in onderhavig geval, geschapen worden door het voorrecht van onderwijs en opvoeding, zouden de huidige wetgevingsmaatregelen, zoo noodig, kunnen aangevuld worden door die welke de heer Vandervelde heeft voorgestaan (*Wetsvoorstel tot wijziging van de militiewet dd. 30 Augustus 1913 en tot vermindering van den dienstdtijd* : Toelichting, blz. 20), namelijk :

« 1^o Het geldig maken van de hoogeschooldiploma's kan afhankelijk gemaakt worden van de voorwaarde, dat de recipiendaris het examen van reserve-officier hebbe afgelegd ;

» 2^o Het uitstel van studiën kan slechts verleend worden mits de verbintenis wordt aangegaan het examen van reserve-officier af te leggen. »

Onder welke voorwaarden de opnieuw dienenden reserve-officier kunnen worden.

Art. 8 (nieuw) van het wetsontwerp bepaalt dat « de werving der reserve-officiëren door den Koning wordt geregeld ».

Het is dus bij Koninklijk besluit dat de voorwaarden bepaald worden, onder welke de opnieuw dienenden in het kader van de reserve-officiëren kunnen opgenomen worden.

Onder de bestaande regeling, hebben zij daartoe slechts toegang mits de leergangen te volgen van eene school van reserve-onderluitnants.

Uwe Commissie deelt het gevoelen van den Minister van Landsverdediging, dat het noodig is onder de reserve-onderluitnants een zeker aantal oude en ervaren onderofficiëren op te nemen, wier algemeene opleiding niet toereikend is om hun toe te laten de leergangen eener school van reserve-onderluitnants met vrucht te volgen.

De zeer gunstig door hunne oversten aangeschreven opnieuw dienenden zouden dus reserve-onderluitnants worden op twee wijzen :

1^o Met, gedurende het laatste jaar van hun dienstnemingstermijn, de leergangen te volgen van eene school van reserve-onderofficiëren, mits zij een bewijs

van volledige middelbare studiën bezitten of een aan de militieplichtigen opgelegd toelatingsexamen (maturiteitsproef) afleggen.

2° Zonder eene school van reserve-onderluitnants te volgen, mits zij een zeker aantal jaren werkelijken dienst bij den troep telle (acht jaar b. v.) en voldoen aan een practische proef over de vakkenissen die een peletons- of afdeelingshoofd moet bezitten.

ART. 12. — Daar de Commissie had doen aanmerken, dat het noodig was den tekst van het tweede lid van artikel 12 zoodanig te wijzigen, dat er aan de benoemingen geen grens zou gesteld worden, in oorlogstijd of wanneer het Belgisch leger moet gemobiliseerd worden, ontving zij van den heer Minister de volgende nota :

« Ik ben van oordeel dat dit tweede lid ongewijzigd moet blijven, om in overeenstemming te zijn, wat den aldaar bepaalden minimum-leeftijd van 19 jaar betreft, met de wet op de actieve kaders. Zooals het thans luidt, geeft het reeds voldoening aan de candidaat-reserve-onderluitnants, daar het niet bepaalt dat men, om tot onderluitenant te worden benoemd, gedurende twee jaar werkelijken dienst moet hebben gedaan in den graad van onderofficier.

» Overigens, de ervaringen van den jongsten oorlog hebben bewezen, dat een klein aantal jongelieden benoemd zijn geworden of konden benoemd worden tot reserve- of hulp-onderluitenant vóór hun 19^{de} jaar.

» Ik stel niettemin voor, dit tweede lid aan te vullen met de woorden : « of gedurende ten minste een jaar de leergangen van de Militaire School te hebben gevolgd ».

De Commissie wijst den tekst der Regeering af voor wat de Militaire School betreft en heeft het tweede lid van artikel 12 gewijzigd; zij verklaart zich daarenboven akkoord over het amendement bij het vierde lid van hetzelfde artikel.

Artillerie ingenieurs,

Daar de artillerieinrichtingen diensten omvatten welke niet uitsluitend burgerlijke personen benuttigen, is het wenschelijk dat, in vredetijd, de artillerieingenieurs, tegenover de militairen welke onder hunne bevelen staan, dezelfde rechten genieten als de legerofficieren.

Dienvolgens, zijn de woorden « desgevallend » en « te allen tijde » (art. 10, lid 1) gewettigd, aangezien de artillerieingenieurs, in de uitoefening van hun ambt, in vredetijd, geroepen zijn om over militairen te bevelen, terwijl ze thans geen militair zijn en door een bijzonder statuut worden beheerd.

Reserve-officieren-specialisten.

ART. 11. — De oorlog heeft bewezen dat het noodig was een buitengewoon middel te gebruiken om reserve-officieren-*specialisten* aan te werven.

In deze gedachtenorde heeft uwe Commissie aan den heer Minister voorgesteld, artikel 11 derwijze te amendeeren, dat het een overgangsartikel wordt, zooals in het vóórlaatste lid der Memorie van Toelichting wordt aangeprezen.

Dienvolgens vereenigt de Commissie zich met den nieuwen tekst, door de Regeering voorgesteld.

Oproeping onder de wapens.

De Commissie had gevraagd welke beteekenis moest gehecht worden aan het woord « vereischen », voorkomende in het 3^e lid van artikel 5.

De Minister van Landsverdediging antwoordde, dat aan het woord « vereischen » de beteekenis moest gehecht worden van « behoeften ».

Zij is het met den Minister van Landsverdediging er over, eens, dat de tekst van artikel 5 moet behouden worden.

De n^o 1^o en 2^o van dit artikel vermelden de bijzonderste en meest voorkomende gevallen, waarin de reserve-officieren onder de wapens kunnen geroepen worden.

Er kunnen andere gevallen voorkomen, ten gevolge waarvan men een grootere evenredigheid van officieren der opgeroepen manschappen zal noodig hebben, wat zal noodzakelijk maken die officieren van andere klassen af te nemen ofwel beroep te doen op zekere officieren-specialisten. Het concreet geval der huidige gebeurtenissen aan de Rhuur heeft die noodzakelijkheid bewezen ten gevolge van de voorloopige versterking der C. I. C. F. C. en der C. I. N. C.; in dit geval ware het beter geweest, een beroep te doen op reserve-officieren-specialisten.

*
*
*

De heer Minister, ondervraagd om te weten of de duur van zes maanden moest worden aangezien als een verplicht maximum, heeft geantwoord dat de duur van al de bij n^o 2^o van artikel 5 voorziene oproepingen, bepaald op zes maanden, moet worden aangezien als een verplichtend *minimum* (en niet als een maximum).

De officier, die wenscht zijne opleiding te volmaken, kan, op zijne aanvraag, gemachtigd worden om, bij de zes verplichte maanden, nog toegevoegde oproepingstermijnen uit te doen.

De verplichting heeft betrekking op een minimum van zes maanden, ten einde te beletten dat sommige reserve-officieren de belangstelling verliezen voor hunne eventueele bezigheden door zich aan geen enkele oproeping vrijwillig te onderwerpen, en toch de voordeelen zouden genieten, krachtens artikel 7 daaraan gehecht.

Militaire verplichtingen.

De Commissie had aan den heer Minister gevraagd welke juiste beteekenis moet gehecht worden aan de woorden « te allen tijde » (art. 6) wat betreft

de verplichtingen van de reserve-officieren en gelijkgestellten. Ziehier het antwoord :

« De juiste beteekenis van de woorden « te allen tijde » is, dat de Minister van Landsverdediging « op elk oogenblik » de oproeping van de reserve-officieren kan voorschrijven, met inachtneming van de bepalingen van artikel 5, en dat, anderzijds, deze officieren, voor wat hen betreft, zich moeten gedragen naar de militaire reglementen ».

De woorden « te allen tijde », die het voorafgaande schijnen in twijfel te trekken, zouden tot verwarring kunnen leiden. De Commissie is het met den heer Minister er over eens, dezelve te doen wegvallen. Ondervraagd over de verplichtingen waaraan de reserve-officieren, die wenschen in 't huwelijk te treden, zich moeten onderwerpen, heeft de heer Minister geantwoord hetgeen volgt :

« De verplichtingen van de reserve-officieren, die wenschen in 't huwelijk te treden, zijn dezelve als die welke opgelegd worden aan de officieren der actieve kaders, behalve wat betreft de stortingen in de weduwen- en weezenkas van de legerofficieren. »

De Commissie is van gevoelen :

1^o Dat het niet noodig is aan de reserve-officieren of gelijkgestellten den verbodsmaatregel toe te passen, waarbij aan de vrouwen van officieren verboden wordt, eenigen koophandel of eenige nijverheid te ondernemen ofwel een winstgevend ambt of een winstgevende betrekking te vervullen, tenzij daartoe door den Minister van Landsverdediging gemachtigd te zijn ;

2^o Dat de machtiging om in 't huwelijk te treden hem door den Minister van Landsverdediging kan verleend worden ;

3^o Dat de bepalingen betreffende het opmaken van het militair huwelijksdossier van de officieren insgelijks toepasselijk zijn op de reserve-officieren en gelijkgestellten.

Jaarwedden, vergoedingen en voordeelen.

Art. 7, lid 1. — De Commissie is het eens met den heer Minister om de woorden « de uitkeeringen » te vervangen door « de jaarwedde en de vergoedingen ».

Lid 2. — Na aan den Minister van Landsverdediging te hebben gevraagd welke de inzichten van de Regeering zijn in zake het verschil dat er zal bestaan tusschen de bezoldiging van een onder de wapens geroepen Staatsbeambte en de jaarwedde door zijn graad voorzien, werd daarop geantwoord « dat de quaestie tot de bevoegdheid behoort van den Eersten Minister, die er later zal op antwoorden ».

* * *

De door het Departement van Landsverdediging voorziene vergoedingen omvatten eene vergoeding voor eerste uitrusting (eenmaal toegekend) en eene vergoeding voor iederen dag aanwezigheid onder de wapens.

De heer Minister heeft aan de Commissie laten weten dat deze vergoedingen bij Koninklijk besluit, ter uitvoering van de wet, zullen vastgesteld worden.

Wat de voordeelen betreft, bedoeld in het derde lid, deze zullen namelijk bestaan in :

1° Vermindering van 50 t. h. op de tariefsprijzen vastgesteld voor het vervoer per spoorweg ;

2° Toelating, mits eene vergelding, tot de genees- en artschijkundige diensten van het leger ;

3° Toelating zich te bevoorraden in de onderscheidene magazijnen en instellingen van het leger.

*
* *

De Commissie was van oordeel dat het noodig was de artikelen 13 en 14 samen te smelten.

De Minister van Landsverdediging trad tot die gedachte bij, er bijvoegende : dat het zou passen, de benaming « reserve-officieren » aan te vullen door de woorden « van alle categorieën ».

*
* *

Ondervraagd over de redenen die de beperkingsmaatregelen wettigen in zake onderwerping aan de strafwetten, beperkingsmaatregelen vermeld in het eerste lid van artikel 11, heeft de heer Minister geantwoord dat deze beperkingsmaatregelen gebillijkt worden door het feit, dat de reserve-officier of gelijkgestelde, die « met verlof zonder soldij » is, moet worden aangezien als behorende tot de categorie der militairen die met onbepaald verlof zijn.

*
* *

De Regeering was het eens met de Commissie om de gevangenisstraf, voorzien bij artikel 17, te vervangen door eene geldboete van minstens 500 en hoogstens 2,000 frank.

*
* *

Als besluit stelt uwe Commissie U voor, Mijne Heeren, het ons voorgelegde wetsontwerp met de hierna volgende amendementen goed te keuren. (*Zie de bijlage*).

De Verslaggever,
Generaal RICHARD.

De Voorzitter,
MAURICE PIRMEZ.
